

Les ministres ont discuté de l'expansion envisagée de leurs programmes respectifs d'aide au développement. Le Comité a pris note de l'importance du développement et de la prospérité de l'Asie. Soulignant l'importance qu'ils attachent au progrès économique du monde en voie de développement, les ministres ont reconnu que, dans le domaine du commerce, une application prochaine du système général des tarifs préférentiels était souhaitable. Les deux gouvernements devraient à leur avis poursuivre leur coopération dans le sens de la réalisation d'un tel système, le fardeau des rajustements devant être équitablement réparti entre les pays industrialisés.

Le Comité a pris note de l'essor continu enregistré par le commerce canado-japonais depuis la dernière réunion et a déclaré s'attendre à une continuation de cette tendance, vu l'intensification des relations économiques. Les ministres canadiens se sont dits intéressés à une diversification des exportations canadiennes, qui consistent essentiellement en denrées alimentaires de base et en matières premières industrielles. Tout en faisant part de leur satisfaction devant le programme annoncé par le Gouvernement japonais en vue d'une élimination progressive des restrictions à l'importation, ils ont invité les ministres du Japon à tenir compte dès que possible des vœux canadiens concernant un régime libéral pour certains produits frappés actuellement de restrictions. Le Comité a fait l'étude des limites volontaires appliquées sur les exportations de certains produits japonais vers le Canada. Les ministres du Japon ont exprimé l'avis que ces limites devraient être maintenues à un minimum et éliminées le plus tôt possible. Le Comité a ensuite examiné la nouvelle législation anti-dumping du Canada.

Le Comité a reconnu que les investissements de capitaux pouvaient beaucoup contribuer à intensifier le flot des échanges et il a pris note du rôle utile qu'ils ont joué dans le commerce entre le Canada et le Japon. Les ministres canadiens ont souligné l'importance d'une libéralisation prochaine et plus poussée des investissements au Japon.

Les ministres ont exploré les intérêts communs aux deux pays dans le domaine agricole et en particulier les possibilités d'un commerce élargi des produits agricoles et d'une coopération technique accrue entre le Canada et le Japon dans ce domaine. Ils ont discuté des problèmes relatifs aux pêcheries du Pacifique, y compris la coopération dans la mise en oeuvre des mesures de conservation, et ils ont accepté d'examiner plus longuement